

QUEL MODÈLE ECONOMIQUE POUR UN DISPOSITIF DE SANTÉ INCLUSIF en AFRIQUE ?

Lors de la Conférence du Jeudi 7 décembre 2023, organisée par le Club ESSEC Alumni AFRICA in France en partenariat avec L'ONG WAID (The World and Africa for Investment and Development), nos panélistes se pencheront sur la question cruciale suivante : **Quel Modèle Économique pour un Dispositif de Santé Inclusif en Afrique ?**

Selon une étude de l'AFD datant de 2016, intitulée « L'assurance en Afrique : un futur à construire », la majeure partie des dépenses de santé en Afrique (60 à 70%) est directement supportée par les ménages, les exposant ainsi à des dépenses catastrophiques en cas de maladie grave, telles que la vente de leurs biens ou la déscolarisation de leurs enfants.

Bien que certains **gouvernements en Afrique aient instauré des régimes d'assurance maladie obligatoires pour les travailleurs formels**, financés par les cotisations des employés et des employeurs, la couverture du secteur informel (agriculteurs, artisans, etc.) demeure un défi. Cette lacune est d'autant plus inquiétante dans un contexte d'urbanisation rapide marqué par la montée des maladies non transmissibles et des épidémies. Pour relever ces défis, l'assurance santé se profile comme un outil essentiel capable d'améliorer l'accès aux soins de santé et de réduire la vulnérabilité financière des populations. À titre d'exemple, le **Gouvernement béninois a introduit en avril 2012 le régime d'assurance maladie universelle (RAMU)**.

L'établissement d'un régime d'assurance santé universel ou d'un système de protection sociale pour les plus vulnérables semble être une solution prometteuse, mais le financement de ces systèmes reste un défi économique majeur, nécessitant **des réformes fiscales, des investissements dans les infrastructures de santé** et une **gestion efficiente des ressources financières**.

Par ailleurs, la **prolifération de médicaments contrefaits**, bon marché et facilement accessibles en raison de la fragilité des systèmes de santé, représente un danger significatif. Ces produits contrefaits, souvent toxiques, compromettent la santé des patients au lieu de les soigner, entraînant une perte de confiance dans le système de santé, **décourageant les investissements étrangers, et ayant un impact négatif sur les budgets de santé gouvernementaux et les industries pharmaceutiques légitimes**. Les solutions doivent adopter une approche holistique et systémique, en considérant l'ensemble de la chaîne de valeur des soins de santé.

Enfin, la médecine traditionnelle ne doit pas être négligée, car elle est une source d'opportunités de nouvelles connaissances, d'usages et de découvertes pour la pharmacopée et la médecine. Reposant sur des ressources locales abondantes et adoptant une approche holistique de la santé, elle répond à la demande locale avec des alternatives abordables. Son intégration au secteur secondaire et au système de santé officiel existant peut favoriser la création d'emplois locaux. Toutefois, cela nécessite des investissements dans la recherche, l'éducation et la réglementation pour garantir qualité et sécurité. **En d'autres termes, l'utilisation raisonnée de la médecine traditionnelle en complément de la médecine allopathique peut renforcer l'accès aux soins de santé, réduire les coûts, et stimuler le développement économique local.**

Le Jeudi 7 décembre - 18h30-21h00